

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article8064>

Revue de presse juridique territoriale et associative

- Actualité -



Publication date: vendredi 26 avril 2019

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous
droits réservés

Associations | Cimetières | Contentieux et procédures | Contrats et marchés publics | Intercommunalité | Pouvoirs de police | Protection des données personnelles | Responsabilité pénale | Risques naturels | SDIS | Urbanisme

Associations

*Quand le bénévolat à l'apparence du salariat, **Xavier Delpech***

Jurisassociations, n°594, 1er mars 2019, page 10

*Responsabilité dans la gestion de la trésorerie associative , **Xavier Delpech***

Jurisassociations, n°594, 1er mars 2019, page 29

Responsabilité d'une association employeur du fait de bénévoles , [Soc. 30 janvier 2019, N°17-28.905]

Jurisassociations, n°595, 15 mars 2019, page 10

*Loi ELAN : une présence diffuse mais réelle des associations, **Xavier Delpech***

Jurisassociations, n°595, 15 mars 2019, page 35

*Règlement intérieur : quelles sont les obligations de l'employeur ?, **Alexia De Oliveira***

Jurisassociations, n°595, 15 mars 2019, page 41

L'aide juridictionnelle soutient aussi les associations, Yannick Dubois

Associations mode d'emploi N°207, Mars 2019, p.11

Que faire du boni de liquidation, Adeline Beaumunier et Cécile Chassefeire

Associations mode d'emploi N°207, Mars 2019, p.12

Marchés publics : faut-il passer à la signature électronique, Emilie Gianre

Associations mode d'emploi N°207, Mars 2019, p.20

Les affichages obligatoires dans les locaux associatifs, Sophie Weiler

Associations mode d'emploi N°207, Mars 2019, p.29

Cimetières

La gestion des concessions funéraires - Jean-Philippe Borel

Actualité juridique collectivités territoriales, février 2019, pages 81 à 84.

Quel droit d'inhumer dans les cimetières désaffectés ? [CE, 9 novembre 2018, n°416683] Bertrand Hedin

Actualité juridique collectivités territoriales, mars 2019, pages 153 à 154.

Contentieux et procédures

Appel ou pourvoi en référé-provision : gare au jugement au fond ! François-Xavier Brechot

La semaine juridique édition administrations et collectivités territoriales - Lexisnexis, n°8, 25 février 2019, pages 43 à 44.

Application dans le temps du nouveau délai de recours de deux mois courant contre les décisions implicites relevant du plein contentieux, [CE, 30 janvier 2019, n°420797]

Frédéric Dieu

La semaine juridique édition administrations et collectivités territoriales - Lexisnexis, n°12, 25 mars 2019, pages 20 à 22.

Contrats et marchés publics

Code de la commande publique : marchés de prestations juridiques, quelles évolutions à prévoir ? / **Aude Bercis Gaugain**

Actualité juridique collectivités territoriales, mars 2019, pages 135 à 136.

La résiliation d'un contrat public peut être tacite. La résiliation "de fait" peut être contestée devant le juge administratif par le biais d'un recours en reprise des relations contractuelles, [CE, 27 février 2019, n°414114] **Cécile Guerbignot**

Dictionnaire permanent assurances, 7 mars 2019, pages 1 à 5.

Les formalités de candidature réduites à leur strict minimum. Dans la lignée du dispositif MPS, de nouveaux mécanismes allègent les entreprises de leur fardeau administratif **Xavier Mouriesse**

Le Moniteur, 22 mars 2019, pages 74 à 75.

Quels délais de recours respecter en cas de litige d'exécution contractuelle ? Un décret du 7 février 2019 tranche cette épineuse question. Les délais contractuels s'appliquent, et non pas le délai de principe de deux mois **François Tenailleau**

Le Moniteur, 29 mars 2019, pages 84 à 85.

Recours Tarn et Garonne : erreur sur le prix et sort de l'auteur d'une offre irrégulière [CE, 9 novembre 2019, n°420654] **Sylvain Hul Droit Administratif - Lexisnexis, n°3, mars 2019, pages 43 à 46.**

Droits des contrats publics et droit des assurances : un mariage (mal ?) arrangé [CE, 6 décembre 2017, n°396751]
/ **Arnaud Galland**

RDI, n°3, mars 2019, pages 171 à 175.

Intercommunalité

Transferts et partages de compétences au sein du bloc local, défis et enjeux de la nouvelle organisation territoriale,
Actes de la 17^e journée d'étude de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale.

La semaine juridique édition administrations et collectivités territoriales - Lexisnexis, n°8, 11 mars 2019,
pages 9 à 31.

Pouvoirs de police

Carence du pouvoir de police : où l'inaction à protéger l'ordre public génère des troubles à l'ordre public, [CE, 9 novembre 2018, n°411626] **Christophe Otero**

Actualité juridique collectivités territoriales, février 2019, pages 102 à 103.

Immeubles indignes et arrêtés de péril grave et imminent. La question du relogement des occupants et des travaux d'office, **Jacques Gobert**

Petites affiches, n°58, 21 mars 2019, pages 10 à 14.

L'accueil des gens du voyage et la lutte contre les installations illicites. A propos de la loi n°2018-957 du 7 novembre 2018, **Isabelle Muller Quoy**

La semaine juridique édition administrations et collectivités territoriales - Lexisnexis, n°8, 25 février 2019,
pages 27 à 32.

La pratique du drone, entre sécurisation et répression, **Johanne Gojkovic Lette** -

Actualité juridique pénal, mars 2019, pages 135 à 138.

Protection des données personnelles

Compteurs Linky : le juge administratif et les plaintes des communes auprès de la CNIL, [CE, 11 juillet 2018, n°413782] / **Fouad Eddazi**

AJDA, n°7, 25 février 2019, pages 402 à 407.

Durée de conservation et d'archivage des données personnelles **Sylvain Martin**

Archimag, n°321, février 2019, pages 38 à 41.

Responsabilités

Concussion et favoritisme, ou de l'irresponsabilité pénale d'une syndicat intercommunal faute d'activités susceptibles de délégation de service public, [Cass. crim., 19 décembre 2018, n°18-81328], **Yves Mayaud**

Actualité juridique collectivités territoriales, mars 2019, pages 156 à 157.

Risques naturels

Inondations : responsabilité sans faute pour dommages de travaux publics dans un parc animalier privé [CE, 13 mars 2019, n°406867] / **Sarah Cohen**

Le maire et les intempéries **G.-D. Marillia**

La vie communale et départementale, n°1084, mars 2019, pages 70 à 77.

Lamyline, 20 mars 2019, pages 1 à 7.

SDIS

Le temps de travail imposé aux sapeurs pompiers professionnels français est bien contraire au droit de l'union européenne [CAA Nantes, 19 octobre 2018, n°17NT00382]

Actualité juridique fonctions publiques, mars avril 2019, pages 93 à 94.

Urbanisme

2018 : une nouvelle étape de la spécificité du contentieux d'urbanisme, **Christine Maugage**

RFDA, janvier février 2019, pages 33 à 43.

Annulation d'un permis de construire et fondement de l'action en démolition, **Elodie Pouliquen**

Lamyline, n°Actualités du droit, 21 mars 2019, pages 1 à 2.

Après la loi ELan, la loi littoral plus intelligente et plus intelligible / **Pierre Soler Couteaux**

RDI, n°3, mars 2019, pages 149 à 153.

Bien choisir la procédure d'évolution du PLU au regard du sursis à statuer **Gonzague Laumet**

La gazette des communes, 25 mars 2019, pages 54 à 56.

DUP des grands projets : un contrôle bienveillant mais efficace. L'examen opéré par le Conseil d'Etat est formel et n'aboutit que rarement à la censure. Il contribue toutefois à renforcer la sécurité juridique des dossiers, **Morgan Bunel**

Le moniteur, 1 mars 2019, pages 82 à 84.

Est-il possible de régulariser un permis de construire après avoir modifié la règle d'utilisation du sol qui n'avait pas été respectée ? **Xavier Domino**

Bulletin juridique des collectivités locales, n°1, 2019, pages 40 à 46.

Faute d'enregistrement dans le délai d'un mois, le protocole visant à transiger sur un recours en annulation d'un permis de construire est inexécutable [Cass. 3^{civ.}, 20 décembre 2018, n°17-27814] **Patrice Cornille**

Construction Urbanisme - Lexisnexis, n°2, février 2019, pages 21 à 22.

La loi Elan et les documents d'urbanisme : les modifications adoptées et les évolutions annoncées, **Pierre Soler Couteaux**

RDI, n°3, mars 2019, pages 132 à 144.

La responsabilité du fait des certificats d'urbanisme erronées entre droit public et droit privé **Guillaume Bricker**

Gazette du palais, n°8, 26 février 2019, pages 55 à 60.

Le certificat d'urbanisme gagne-t-il à être qualifié de créateur de droits ? **Alice Philippe**

Petites affiches, n°42, 27 février 2019, pages 10 à 15.

Le droit de l'urbanisme entre assouplissement de la norme et rigueur de son application, [CAA Lyon, 25 octobre 2018, n°17LY00416], **Philippe Juen**

La semaine juridique édition administrations et collectivités territoriales - Lexisnexis, n°12, 25 mars 2019, pages 41 à 44.

Le PLU de la commune est-il illégal en ce qu'il prend en compte insuffisamment la question de l'habitat des gens du voyage, TA Nantes, 28 décembre 2018, n°1703372 **David Labouysse**

Bulletin juridique des collectivités locales, n°12, 2018, pages 867 à 874.

Loi Elan : les principales dispositions intéressant la responsabilité civile et les assurances **Cédric Coulon**

Responsabilité civile et assurances - Lexisnexis, n°2, février 2019, pages 3 à 4.

Office du juge en matière de régularisation d'une autorisation d'urbanisme **Jean-Marc Pastor**

AJDA, n°7, 25 février 2019, page 367.

Panorama d'ensemble de l'impact de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi Elan sur le droit de la copropriété **Agnes Lebatteux**

Loyers et copropriété - Lexisnexis, février 2019, pages 5 à 22.

Quelles sont les conséquences d'une non remise en cause dans les délais de la conformité d'une construction ? CE, 26 novembre 2018, n°411991 **Francis Polizzi**

La semaine juridique édition administrations et collectivités territoriales - Lexisnexis, n°12, 25 mars 2019, pages 38 à 40.